

Argentine: organisations sociales et intellectuels appellent à soutenir le gouvernement

18-06-2008

La CTA, Mères de la Place de Mai, les signataires de la Lettre Ouverte et les membres du Plan Fenix, entre autres, ont appelé à participer au rassemblement lancé par le gouvernement aujourd'hui, "sans économiser les critiques au Pouvoir exécutif", en soutien à démocratie et "les mesures progressistes qui ont rendu furieuse une nouvelle droite".

Un groupe d'organisations syndicales, de défense des droits de l'homme, dirigeants politiques, artistes et intellectuels ont convoqué à participer aujourd'hui au rassemblement à la Place de Mai, en "défense de la démocratie et pour la distribution de la richesse". Hugo Yasky, Martin Sabatella, Carlos Heller, Horacio Verbitsky, Juan Gelman et David Viñas sont quelques uns des signataires d'un document dans lequel ils demandent de concourir à la manifestation depuis "notre propre identité et sans économiser les critiques au Pouvoir exécutif, mais en soutien de l'institutionnalité démocratique et des mesures progressives qui ont rendu furieuse une nouvelle droite qui utilise la rhétorique du dialogue et enveloppe de symboles nationaux, tandis qu'elle essaie d'imposer par la force du lockout et du désapprovisionnement une politique différente de celle que la majorité du peuple a votée il y a peu de mois et en défense de ses profits extraordinaires". Dans un acte réalisé dans le Théâtre de la Mascara, la convocation a été lancée par des membres de syndicats comme la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), le syndicat enseignant Ctera, l'Union Ouvrière Métallurgique; des organismes de défense des droits de l'homme comme les Mères de la Place de Mai (Ligne Fondatrice), le CELS, l'Assemblée Permanente pour les Droits de l'homme; des mouvements politiques comme Tupac Amaru, Patria Grande et Corriente de Militancia Popular; des organismes de petits entrepreneurs comme la Asamblea de Pymes, l'Instituto Movilizador de Fondos Cooperatif; des économistes membres du Plan Fenix; des autorités académiques et des professeurs universitaires, scientifiques et investigateurs; des prêtres en option pour les pauvres; des dirigeants politiques "qui démontrons que l'on peut construire des alternatives populaires sans des clientèles et des appareils; des intellectuels et des artistes membres de l'espace Lettre Ouverte et des citoyens sans militantisme partisan ni institutionnel". "Devant toute nouvelle augmentation des prix internationaux d'aliments et de matières premières agricoles, les rétentions mobiles sont la seule défense de la table populaire", ont-ils argumenté, en réglage avec l'explication offerte hier par l'ex-président Néstor Kirchner. Cependant, ils ont pris une distance du gouvernement en éclairant que : " nous ne faisons pas de partie du Gouvernement, nous objectons la destruction de l'Indec (1) et la construction du TGV, le refus de donner une existence juridique à la CTA, et l'alliance avec des secteurs entrepreneurs qui ont été associés des gouvernements néolibéraux, et nous ne nous sentons pas représentés par le repli officiel sur des structures politiques et syndicales obsolètes (2)". Hugo Yasky, secrétaire général de la CTA, a dit à Página12 : "Il faut approfondir la politique redistributive, en l'étendant au secteur minier et financier". Et il a ajouté que "maintenant il faudrait convoquer différents secteurs sociaux pour définir un agenda de politique redistributive qui pourrait commencer par une assignation universelle par enfant, et qui serait tellement importante pour terminer de légitimer cette politique." "La restauration conservatrice en marche, avec l'impulsion d'un secteur de l'extrême gauche (maoïstes de PCR) qui imagine jouer une révolution agraire, ne remet pas en question les défauts mais les réussites du Gouvernement auquel elle essaie d'imposer ses intérêts économiques au-dessus de l'intérêt général sans faire attention aux prix et aux méthodes", ont exprimé ces personnalités à travers d'un document. Et elles ont énuméré ces réussites : "La reconstruction de l'autorité de l'État après le collapsus de 2002, l'assainissement de la Cour Suprême, le jugement des responsables de l'État terroriste, la descente drastique du chômage, l'actualisation des revenus des retraités, une politique extérieure indépendante en association avec les gouvernements démocratiques d'Amérique du Sud". 1- Le gouvernement s'attaque à l'Institut National de la Statistique (Indec) en manipulant les statistiques de l'inflation, de la pauvreté... (NdT). 2- Nestor Kirchner est devenu le président du Parti Justicialiste (péroniste) et le gouvernement a tissé une alliance stratégique avec la CGT (NdT). Pagina/12, 18 juin 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-106214-2008-06-18.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>